

**LE
FABULEUX**

DESTIN de

JULES

(Production Commingeoise)

Acteurs :

Enfants, adultes.

Citoyens issus des classes moyennes, populaires.

Décor :

Zone de montagne ou zone rurale du Comminges.

Les villages d'ici.

Images d'archives :

Journaux télévisés, coupures de presse, vidéos internet, photos amateur

Partie 1 :

Quand la fiction devient réalité

Octobre 2011

Jules est assis à sa place, parmi ses 42 camarades de CP. Il porte la vieille blouse de son frère, éculée, tachée, un peu grande. Celle de Xavier, au premier rang, est toute neuve et porte le logo d'une grande marque automobile. (1)

La maîtresse parle, mais il a du mal à l'entendre, du fond de la classe. Trop de bruit. La maîtresse est une remplaçante, une dame en retraite qui vient remplacer leur maîtresse en congés maternité. Il ne se souvient pas plus de son nom qu'elle ne se souvient du sien. Sa maîtresse a fait la rentrée, il y a trois semaines, puis est partie en congés. La vieille dame de 69 ans est là depuis lundi, elle est un peu sourde, mais gentille. Plus gentille que l'intérimaire avant elle. Il sentait le vin et criait fort. (2)

Puis il expliquait mal. Du coup, Jules ne comprend pas bien pourquoi B et A font BA, mais pas dans BANC ni dans BAIE ; ni la soustraction ; ni pourquoi il doit chanter la Marseillaise tous les matins ou bien Qui était Guy Moquet ?

On l'a mis sur la liste des élèves en difficulté, car il a raté sa première évaluation. Il devra rester de 12 à 12h30 pour le soutien. (3)

Sans doute aussi aux vacances. Hier, il avait du mal à écouter la vieille dame, pendant le soutien ; son ventre gargouillait.

Quand il est arrivé à la cantine, il ne restait que du pain. Il l'a mangé sous le préau avec ceux dont les parents ne peuvent déjà plus payer la cantine. (4)

Il a commencé l'école l'an dernier, à 6 ans. L'école maternelle n'est plus obligatoire, c'est un choix des mairies, et la mairie de son village ne pouvait pas payer pour maintenir une école. (5)

Son cousin Brice a eu plus de chance : il est allé à l'école privée à 3 ans, mais ses parents ont dû payer.

La sieste, l'accueil et le goûter n'existent plus, place à la morale, à l'alphabet ; il faut vouvoyer les adultes, obéir, ne pas parler et apprendre à se taire, se débrouiller seul pour les habits et les toilettes : pas assez de personnel.

Les enseignants, mal payés par la commune, gèrent leurs quarante à cinquante élèves chacun comme une garderie. L'école privée en face a une vraie maternelle, mais seuls les riches y ont accès. Mais Brice a moins de mal, malgré tout, à comprendre les règles de l'école et ses leçons de CP. En plus, le soir il va à des cours particuliers, car ses parents ne peuvent pas l'aider pour les devoirs, ils font trop d'heures supplémentaires. Mais Jules a toujours plus de chance que son voisin Kévin : il doit se lever plus tôt et livrer les journaux avant de venir à l'école, pour aider son grand-père, qui n'a presque pas de retraite. (6)

Jules est au fond de la classe. La chaise à côté de lui est vide. Son ami Saïd est parti, son père a été expulsé le lendemain du jour où le directeur de l'école (un gendarme en retraite choisi par le maire) a rentré le dossier de Saïd dans Base Élèves (7). Il ne reviendra jamais. Jules n'oubliera jamais son ami pleurant dans le fourgon de la police, à côté de son père menotté. Il paraît qu'il n'avait pas de papiers... Jules fait très attention : chaque matin il met du papier dans son cartable, dans le sac de sa maman et dans celui de son frère.

Du fond, Jules ne voit pas bien le tableau. Il est trop loin, et il a besoin de lunettes. Mais les lunettes ne sont plus remboursées. Il faut payer l'assurance, et ses parents n'ont pas les moyens. (8)

L'an prochain Jules devra prendre le bus pour aller à l'école. Il devra se lever plus tôt. Et rentrer plus tard. L'EPEP (établissements publics d'enseignement primaire) qui gère son école a décidé de regrouper les CP dans le village voisin, pour économiser un poste d'enseignant. Ils seront 45 par classe. Que des garçons. Les filles sont dans une autre école. (9)

Jules se demande si après le CM2 il ira au collège ou, comme son grand frère Théo, en centre de préformation professionnelle. Peut-être que les cours en atelier seront moins ennuyeux que toutes ces leçons à apprendre par cœur. (10)

Mais sa mère dit qu'il n'y a plus de travail, que ça ne sert à rien. Le père de Jules a dû aller travailler en Roumanie, l'usine est partie là-bas. Il ne l'a pas vu depuis des mois. La délocalisation, ça s'appelle, à cause de la mondialisation. Pourtant la vieille dame disait hier que c'est très bien, la mondialisation, que ça apportait la richesse. Mais pour qui ? !

Il lui tarde d'être en récréation. Il retrouvera Cathy, la jeune sœur de maman. Elle fait sa deuxième année de stage pour être maîtresse dans l'école, dans la classe de monsieur Luc. Il remplace monsieur Jacques, qui a été renvoyé, car il avait fait grève. On dit que c'était un syndicaliste qui faisait de la pédagogie. (11)

Il y avait aussi madame Paulette en CP ; elle apprenait à lire aux enfants avec des vrais livres ; un inspecteur venait régulièrement la gronder ; elle a fini par démissionner. (12)

Cathy a les yeux cernés : le soir elle est serveuse dans un café, car sa formation n'est pas payée. Elle dit : « A 28 ans et un bac +5, servir des bières le soir et faire la classe la journée, c'est épuisant. » Surtout qu'elle dort dans le salon chez Jules, elle n'a pas assez d'argent pour se payer un loyer. (13)

Après la récréation, il y a le cours de religion et de morale, avec l'abbé Georges. Il faut lui réciter la vie de Jeanne d'Arc et les dix commandements par cœur. C'est lui qui organise le voyage scolaire à Lourdes, à Pâques. Sauf pour ceux qui seront convoqués pour le soutien... (14)

Partie 2 :

Quand les interrogations remplacent les rêves

Jules se demande pourquoi il est là... ?

Pourquoi Saïd a dû partir ?

Pourquoi Cathy et sa mère pleurent la nuit ?

Pourquoi et comment les usines s'en vont en emportant le travail ?

Pourquoi ils sont si nombreux en classe ?

Pourquoi il n'a pas une maîtresse toute l'année ?

Pourquoi il devra prendre le bus ?

Pourquoi il passe ses vacances à faire des stages ?

Pourquoi on le punit ainsi ?

Pourquoi il n'a pas de lunettes ?

Pourquoi il a faim ?

Partie 3 : **Quel avenir pour nos enfants ?**

2009 - flash-back

Et pourtant, en 2009, des millions de personnes descendent dans la rue pour crier leur désaccord. Citoyens, parents d'élèves, lycéens, étudiants, élus, chercheurs, pédagogues... Leurs voix s'élèvent, dénonçant la destruction, morceau après morceau, de l'Ecole républicaine initiée par Jules Ferry et ses valeurs de laïcité, de gratuité, d'équité.

Images de manifestations, rencontres-débat, interviews de chercheurs et pédagogues, nuit des écoles, banderoles et slogans, actions simples de parents d'élèves dans leurs écoles.

Le débat est vif :

« Devons nous agir contre ce démantèlement du service public de l'Education ou devons nous rester de simples spectateurs et subir ?

Souhaitons-nous pour nos enfants, petits-enfants, une société où les enfants seront fichés en fonction de leur origine sociale, religieuse, ethnique ?

Que diront nos enfants lorsqu'ils nous évoqueront ces faits et qu'ils apprendront que nous avons laissé faire ces agissements. Pourra-t-on les regarder dans les yeux ?

Non, nous ne voulons pas de cette société injuste, belliqueuse, destructrice, concurrentielle. Nos enfants ne sont pas des charges pour la société, mais un investissement à long terme pour construire un autre monde, plus solidaire, plus pacifique, plus respectueux de dame Nature. »

Toute ressemblance avec autrui est tout à fait normale.

Cette histoire est ou sera vécue par de plus en plus de citoyens de notre pays tant que nous ne changerons pas de choix de société.

Notes explicatives

(1) Une circulaire Lang permettait déjà l'entrée de la publicité dans l'école, espace neutre et protégé, Bientôt l'école publique sera financée par des partenariats public/privé en privilégiant l'intérêt des « actionnaires » au détriment de ceux des enfants et de l'équipe pédagogique.

(2) Dès la prochaine rentrée, le ministre souhaite supprimer les I.U.F.M. (institut universitaire de formation des maîtres) pour le remplacer par une mastérisation de la profession, en renonçant sur une année de formation pratique payée. Donc, plus de théorie, moins de pratique et d'expérience sur le terrain.

(3) Cette année, le ministre a déjà supprimé de 2 heures de cours obligatoires pour le remplacer par 2 heures de cours de soutien facultatifs réservés aux élèves en difficultés. Il commence à démanteler les RASED (*réseau d'aide spécialisée aux enfants en difficulté*) : ce personnel est formé pour apporter des solutions aux enfants en difficulté.

(4) La cantine devient une contrainte pour les établissements ou les collectivités. Le marché est juteux ; ainsi la cantine est externalisée et donnée au roi de l'agro malbouffe SODHEXO.

(5) et (9) Aujourd'hui, début du transfert de cette mission aux collectivités ou au privé avec la création des jardins d'éveil pour les 2-3 ans, mais le but est de supprimer l'école jusqu'à 5 ans inclus. La création des E.P.E.P. (*établissements publics d'enseignement primaire*), mis en place pour la rentrée 2009, permet au mieux de rationaliser l'offre de l'Education, devenue une marchandise.

(6) Décret visant à la réhabilitation du travail des enfants de plus de 14 ans en dehors des C.F.A.

(7) La « base élève » n'est pas un outil au service des besoins éducatifs de la jeunesse, c'est l'instrument d'une politique sécuritaire et policière.

(8) Le démantèlement du système de la santé a commencé par une privatisation rampante de la sécurité sociale, par le déremboursement des médicaments, l'instauration de franchises médicales élevées mais aussi par la mise à mal des mutuelles, grignotées par des assurances à but très lucratifs, par des restes à charge en augmentation pour les malades.

(10) Le Bac Professionnel est mis à mal en perdant une année de formation. La disparition de certaines filières au lycée professionnel, jugées non rentables, augmente par là-même.

(11) Cette année, le ministère a lancé un appel d'offre afin de mettre en place un logiciel fichier « veille d'opinion ». Ce futur fichier coûtera au moins 200 000 euros afin de surveiller les enseignants « agitateurs ». Après le fichier « base élève », « edwige », un nouvel outil de flicage sera mis en place en s'attaquant à la liberté syndicale.

(12) Devant les désobéissances professionnelles, des enseignants refusant d'appliquer les mesures injustes des réformes Darcos, les inspecteurs d'académies mettent de plus en plus la pression, notamment par la suppression de jours de salaire.

(13) Dans la continuité de la casse du statut de fonctionnaire de l'enseignant, monsieur Darcos veut mettre en place une agence nationale de recrutement de personnel « ayant le profil » pour enseigner, mais pas forcément les compétences ni les méthodes.

(14) Pourtant, un président avait dit : « *Dans la transmission des valeurs et de l'apprentissage, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur* ».